

TERRORISME et campagne électorale

1 - Ce mardi 18 avril, deux individus sont interpellés par la DGSI, dans le cadre d'une enquête pour terrorisme. Leur cible aurait été un candidat à l'élection présidentielle. Que révèlent ces faits sur la menace pesant sur le pays ? Que peut-on réellement affirmer au stade actuel de l'enquête ?

Ce dernier épisode terroriste confirme les analyses faites depuis l'été 2016 par des criminologues, dont l'auteur. Ce diagnostic, le voici :

- Seuls désormais de potentiels terroristes vivant en France (ou dans un pays de la zone-Schengen, où les frontières sont abolies) peuvent agir. Pour l'instant, l'encerclement des bandes armées de l'Etat islamique par les armées des régimes syriens et irakiens, plus des milices chi'ites ou Kurdes, est effectif dans la nasse Syrie-Irak. N'oublions pas qu'environ cent djihadistes "français" sont depuis des mois coincés dans Mossoul - voués à la capture ou à la mort. Restent les *djihadis* cachés parmi les réfugiés des Balkans ; mais ceux-là aussi ont désormais grand mal à gagner l'Union européenne. Ainsi, la menace réelle émane-t-elle d'éléments vivant sur notre sol, passant soudain du vague état de "radicalisés" à celui, redoutable, de "bombes humaines" pouvant frapper à brefs délais.

- Comme nous l'affirmons depuis 2012 et le cas Mohamed Merah, à une exception près, toutes ces "bombes humaines" sont des voyous ré-islamisés et fanatisés, des *hybrides*, ce que notre renseignement intérieur a longtemps ignoré. Mais depuis que ce service a admis ce concept pourtant simple et éprouvé de "hybride", il cible mieux ces bombes humaines et sait - enfin - les arrêter avant le drame, comme récemment à Marseille.

2 - Des armes et explosifs ont été découverts à leur logis, suggérant un imminent passage à l'acte. Si ces individus ont pu être interpellés à temps, peut-on dire que le niveau de sécurité actuel des divers candidats est adapté aux circonstances ?

D'abord, ce point crucial : soit un terrorisme (islamiste ou pas) bouscule vite le pouvoir en place, l'affole tant, qu'éclate la guerre civile ; soit fatalement il perd. Plus dure la vague terroriste, plus les terroristes vont vers la défaite. L'engrenage est simple : d'un côté, à grand peine, lentement, l'appareil d'Etat apprend, retient et intègre les pratiques ennemies ; de l'autre, des individus traqués et réduits, après quelques attentats, à un pur régime de survie ; ils ne peuvent innover ou changer de stratégie : toute l'histoire de la clandestinité le démontre. Précisément : notre service de protection des personnalités a une longue expérience des menaces pesant sur ceux qu'il protège. Il suit de près l'évolution des risques. Mais bien sûr, en cas d'attentat-suicide au contact du candidat...

3 - Quel pourrait être l'impact d'un tel cas ? Quels sont les précédentes tentatives d'assassinat politique pouvant se rapprocher du cas d'espèce ?

Dans l'histoire récente de la France, le dernier attentat terroriste mortel au sommet de l'Etat advient à Marseille en octobre 1934. Cette "co-production" unit les deux machines terroristes balkaniques les plus redoutables de l'avant-guerre, l'*Oustacha* croate et l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (ORIM/VMRO). Le roi (Serbe) de Yougoslavie Alexandre 1^e et Louis Barthou, ministre français des Affaires étrangères tombent sous les balles d'un tueur du VMRO, au poétique surnom de "Loup du Vardar".

Autre monde, autre siècle. Cependant, s'agissant du terrorisme, l'ORIM a tout inventé ! Tout ce qui fut fait dans ce domaine jusque vers 1970 fut par elle imaginé - et pratiqué. ■

(Comme d'usage, toutes nos sources et références sont disponibles sur demande)